

2.7 Économie circulaire

L'économie circulaire vise à réduire la consommation de matières premières en passant du modèle de production et de consommation linéaire, consistant à extraire, fabriquer, consommer et jeter, à un modèle circulaire. Ce modèle repose sur sept piliers : l'extraction/exploitation et les achats durables, **l'éco-conception**, **l'écologie industrielle et territoriale**, **l'économie de la fonctionnalité**, la consommation responsable incluant notamment la **consommation collaborative**, l'allongement de la durée d'usage et le recyclage des déchets.

En 2013 en France, l'emploi chiffrable de cette économie est estimé à 545 000 équivalents temps plein (ETP), soit 1,9 % de l'emploi total (1,6 % en moyenne pour l'Union européenne en 2012). Les activités relatives à l'allongement de la durée d'usage sont les plus pourvoyeuses d'emplois (293 000 ETP). Le secteur de la réparation, notamment automobile, y est prédominant. Les secteurs du recyclage, de la valorisation et du traitement des déchets en vue de leur **valorisation matière** mobilisent 110 000 ETP.

En 2014, la **consommation intérieure apparente de matières** s'élève à près de 12 tonnes par habitant. Sa réduction est conditionnée notamment par une augmentation du taux d'incorporation de **matières premières de recyclage** (MPR) dans les processus de production, par le recours plus fréquent à l'éco-conception et à l'écologie industrielle et territoriale. L'incorporation des MPR dans les processus de production est mesurée par l'indicateur d'utilisation cyclique des matières, estimé à 18 % en 2014.

Il correspond à la part des déchets valorisés sous forme de matières rapportée au besoin en matières de l'économie. La substitution de matières vierges par des MPR est élevée pour la fabrication des papiers-cartons (66 %), du verre (58 %) et des ferrailles (51 %). En revanche, la production de plastique ne mobilise qu'environ 7 % de plastiques recyclés. Leur coût d'incorporation supérieur aux matières premières vierges et la multiplicité des types de plastiques expliquent ce faible taux.

Les pratiques des consommateurs, en privilégiant l'usage à la possession, peuvent également contribuer à réduire la consommation de matières. En 2014, la consommation collaborative, dont l'essor est facilité par le développement de plateformes numériques, représente 2,4 % des dépenses des ménages.

Par ailleurs, la réparation et l'entretien de produits manufacturés par les ménages permet d'allonger la durée de vie des produits et de diminuer le rythme de leur renouvellement par des équipements neufs, démarche consommatrice de ressources. En 2015, les ménages ont consacré 530 euros par habitant pour ce poste, soit 2,4 % de leurs dépenses de consommation. Entre 1990 et 2015, celle-ci ont diminué de 9 %. La réparation automobile représente 79 % du budget des ménages consacré à la réparation, soit 419 euros par an et par habitant. Celle-ci a toutefois diminué de 12 % entre 1990 et 2015. La plus forte baisse revient à la réparation des vêtements et chaussures (- 45 %) ; ce poste ne représente toutefois que 20 euros par habitant en 2015. Le seul poste en hausse concerne la réparation des appareils audiovisuels (+ 192 %). ■

Définitions

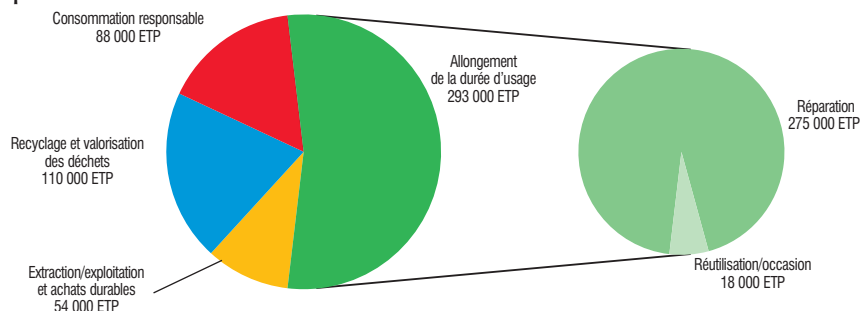
Éco-conception, écologie industrielle et territoriale, économie de la fonctionnalité, consommation collaborative, valorisation matière, consommation intérieure apparente de matières, matières premières de recyclage (MPR) : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- *Bilan national du recyclage 2005-2014*, Ademe, mai 2017.
- *10 indicateurs clés pour le suivi de l'économie circulaire*, coll. « Datalab », mars 2017.
- « La consommation collaborative représentait moins de 10 % des achats et des revenus des ménages en 2014 », *Le 4 pages de la DGE* n° 61, septembre 2016.

Économie circulaire 2.7

1. Emplois dans l'économie circulaire en 2013

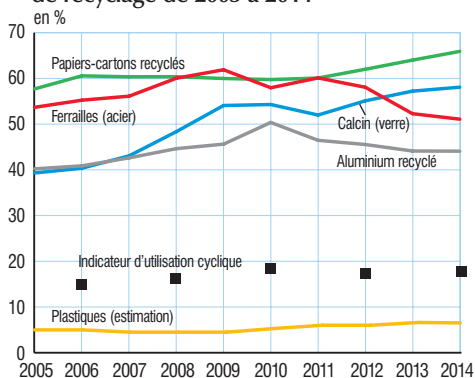


Champ : France.

Note : le nombre d'emplois est arrondi au millier près. Les activités relevant de l'éco-conception, de l'écologie industrielle et de l'économie de la fonctionnalité n'ont pu être quantifiées faute de pouvoir les identifier dans les nomenclatures statistiques.

Sources : Insee, EAP, É sane, Clap, base des non-salariés ; Ademe ; SDES, emploi dans l'économie verte ; calculs SDES.

2. Évolution du taux d'incorporation en production des matières premières de recyclage de 2005 à 2014

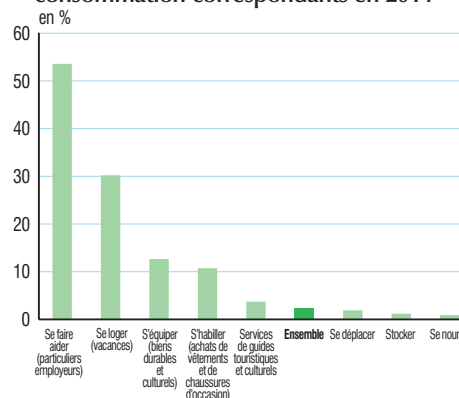


Champ : France.

Lecture : en 2006, 15% des besoins en matières de l'économie étaient couverts par des déchets recyclés.

Sources : Ademe BNR 2005-2014 pour les taux d'incorporation de matières ; SDES pour l'indicateur d'utilisation cyclique.

3. Part de la consommation collaborative des ménages dans les postes de consommation correspondants en 2014



Champ : France.

Lecture : la consommation collaborative des ménages dans la catégorie « s'équiper » représente 12,7 % de la consommation des ménages de ces biens en 2014.

Note : le périmètre retenu ici n'inclut pas la location de logements hors vacances, ni les véhicules d'occasion.

Source : DGE.

4. Évolution des dépenses de consommation des ménages consacrées à l'entretien et à la réparation par habitant de 1990 à 2015

	en euros constants 2010			Évolution (en %)		
	1990	2000	2015	2000/1990	2015/2000	2015/1990
Dépenses de consommation des ménages consacrées à l'entretien et à la réparation (total par habitant)	583	611	530	5	-13	-9
Autres biens durables culturels et récréatifs ¹	18	13	11	-27	-19	-40
Appareils ménagers	14	15	14	2	-5	-3
Meubles et articles d'ameublement	22	21	17	-7	-18	-24
Vêtements et chaussures	37	29	20	-2	-29	-45
Matériel audiovisuel, photographique et de traitement de l'information	17	44	50	156	14	192
Véhicules particuliers	475	490	419	3	-15	-12
Dépenses totales de consommation (total par habitant)	18 246	19 709	22 434	8	14	23
Part des dépenses d'entretien et de réparations sur les dépenses totales (en %)	3,2	3,1	2,4	///	///	///

1. Biens durables pour loisirs de plein air et d'intérieur, instruments de musique.

Champ : France. Note : consommation effective des ménages par fonction en volume aux prix de l'année précédente chaînés. Dépenses d'entretien et de réparation des logements non prises en compte.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.